

souscrire et d'encaisser sans trouble et sans ennui un bénéfice constitué par la différence qui existe entre l'intérêt qu'elles payent à leurs déposants et l'intérêt que le Gouvernement leur paie sur ses débentures, mais pendant ce temps tout cet argent qui se dirige vers l'achat de débentures gouvernementales, c'est autant d'argent que le commerce et l'industrie n'ont pas pour aider à leurs possibilités de développement;—2o Le petit épargnant qui ayant un compte d'épargne se dira peut-être: mon dollar va perdre son pouvoir d'achat. A celui-là, je répondrai qu'il fait erreur, car j'estime que cette opération de la Banque du Canada n'est qu'une opération temporaire en vue de créer la richesse, en vue de créer le travail et la circulation de l'argent et lorsque le fonds de remboursement aura été remis complètement entre les mains de la Banque du Canada le dollar n'aura perdu aucunement de sa valeur puisque la situation sera la même qu'avant l'émission de ces \$100,000,000.

D'ailleurs, des opérations identiques ont été faites en Suède et en Norvège et l'unité monétaire n'en a pas été affectée, car il ne faut pas oublier qu'en même temps que l'on donne de l'ouvrage et que l'on dépense \$100,000,000 pour construire ces maisons afin de résoudre le problème affreux des taudis qui s'accroît dans nos villes, on crée une richesse nationale permanente.

Je crois que cette politique est la meilleure et je vois à la page 101 du rapport de la Commission nationale de placement à l'item (iii):

L'embauchage suscité par les projets de logement de ce genre sera plus considérable et plus répandu que sous le régime de grands travaux publics.

Les travaux publics une fois exécutés dans la plupart des cas ne rapporte rien, tandis que dans les cas d'habitations d'ouvriers on est certain, en les faisant dans les conditions que j'indique ci-dessus, d'être totalement remboursé et d'ailleurs si un propriétaire ne rencontre pas ses paiements, qu'est-ce qui empêche la municipalité de prendre possession de la propriété en gardant les paiements effectués et une maison de \$2,400 est toujours très facile à vendre et les possibilités de perte en tenant compte des paiements déjà faits se réduiront à zéro.

Je me permettrai d'ajouter que ce que je demande à la Banque du Canada de faire n'est pas une politique nouvelle pour elle puisque, lorsqu'elle augmente le prix à être payé pour l'or, elle émet du papier-monnaie et fait de l'inflation. Elle imite en cela le procédé adopté par le gouvernement américain.

Il me semble qu'il est préférable de créer ici au pays un actif qui tout en augmentant les richesses du Canada permettra à nos masses ouvrières de vivre avec un peu plus d'aisance et résoudre ainsi un problème social urgent plutôt que d'augmenter les réserves d'or qui sont concentrées dans les voûtes de la Banque du Canada.

Il y a des industriels qui ont déjà inauguré la politique que je demande actuellement au gouvernement d'adopter. Dans mon comté à St-Grégoire de Montmorency j'ai une industrie qui emploie 2,000 ouvriers, la Dominion Textile Company. Dès la première année, comme représentant de cette classe ouvrière qui me tient au cœur j'ai demandé à la Dominion Textile d'adopter cette politique et cela sans résultat.

La population ouvrière de cette petite ville de mon comté est entassée dans des maisons où il y a quelquefois trois ou quatre familles, sans espace; elles seraient heureuses si le gouvernement adoptait une politique comme celle-là car cela permettrait à l'ouvrier d'avoir sa petite maison ainsi que son petit jardin. Vous ne sauriez croire, monsieur l'Orateur, combien est important pour résoudre tous les problèmes sociaux que nous avons à envisager aujourd'hui, combien il est important, dis-je, que l'ouvrier vive dans des conditions qui lui permettent comme à toute autre classe de la société d'avoir son chez soi bien à lui, de l'espace pour qu'il puisse respirer librement l'air et du soleil dans chacun de ces appartements afin de pouvoir dire à ses enfants: j'habite dans un pays où il fait bon de vivre.

Cet homme vivant dans ces conditions sera plus attaché que n'importe quel autre à nos traditions nationales, aimera mieux que n'importe qui cette liberté que nous avons et constituera avec son état d'esprit le meilleur rempart contre toutes les idées subversives qui pourraient chercher à s'infiltrer dans son foyer.

Je dis que les conditions dans lesquelles vivent nos classes ouvrières dans les villes aujourd'hui sont intenable. Il faut supprimer ces taudis où l'ouvrier sent qu'il vit à l'écart de la société et où tout autour de lui lui fait maudire ce peu d'équilibre qui existe malheureusement entre les hommes ayant un même âme et un même cœur.

Ce que des industriels égoïstes, ce que le capital cupide ne peut pas comprendre, il est du devoir du gouvernement d'y suppléer par une législation saine et vigoureuse et c'est cette législation, monsieur l'Orateur, que je demande au Gouvernement d'adopter.

M. D. G. ROSS (Saint-Paul's): La résolution dont nous sommes saisis est ainsi conçue:

La Chambre décide qu'il y a lieu de présenter un projet de loi afin de fournir les moyens d'at-